

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020-2021

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Faits marquants – Pandémie mondiale de COVID-19</i>	2
4.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	3
5.0 <i>Gestion des risques</i>	3
6.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2020 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2019-2020* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense et de sécurité du Canada. Au fil de son histoire, CDC a fourni ses services à un éventail de ministères et d'agences du gouvernement du Canada partout au pays et à l'étranger. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données électroniques de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail de services. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition et la planification de biens et de services professionnels, environnementaux et immobiliers et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers participe au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien stratégique et tactique tout au long du cycle de vie immobilier.

3.0 FAITS MARQUANTS – PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a officiellement qualifié l'épidémie de COVID-19 de pandémie mondiale et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont dès lors pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

CDC prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la sécurité de son personnel, de ses clients-partenaires et des membres du secteur privé, tout en maintenant la prestation des services. Le 16 mars 2020, le président de CDC a mis en œuvre le niveau 3 du plan de continuité des activités. Dès lors, conformément aux recommandations du gouvernement du Canada, CDC fonctionne à effectif réduit, à divers niveaux, partout au Canada, en fonction des exigences et conseils en matière de santé publique. La plupart des employés sont en mesure de travailler de la maison, et les employés dont la présence est essentielle ont pu continuer à visiter les sites et à remplir leurs obligations envers les clients-partenaires de manière sécuritaire.

La Société reste en contact étroit avec le MDN et ses autres clients-partenaires afin que les projets essentiels aillent de l'avant, et elle communique régulièrement avec les associations sectorielles en vue de mettre en commun l'information et de solliciter leur collaboration dans ces circonstances exceptionnelles. Sur le terrain, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays et à l'étranger gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la pandémie aura à terme sur ses activités, elle n'en estimait pas moins, au 31 décembre 2020, que ses réserves de trésorerie, ses créances clients et ses accords sur les niveaux de service (ANS) conclus avec ses clients-partenaires lui procureraient suffisamment de liquidité pour financer ses activités pendant au moins les douze prochains mois.

4.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

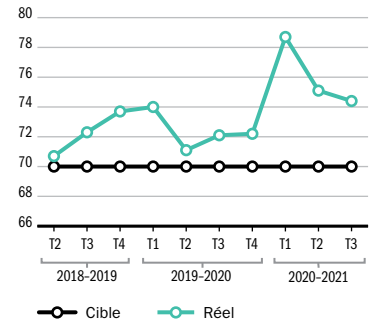
4.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le troisième trimestre de 2020-2021, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 74,5 %, en hausse par rapport aux 72,1 % de la période correspondante de 2019-2020. L'augmentation est surtout attribuable au fait que le client-partenaire a demandé plus de services que prévu tout au long du trimestre et que ces services ont été fournis par l'effectif initialement prévu pour s'acquitter de la charge de travail.

Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



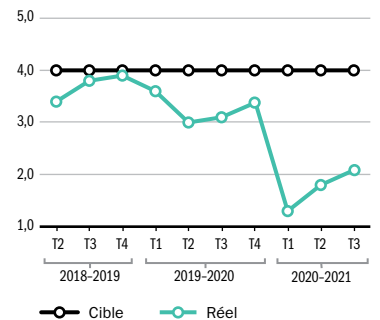
4.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. Pour 2020-2021, CDC s'est fixé l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif prend en compte tous les coûts associés aux activités de formation, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le troisième trimestre de 2020-2021, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est de 2,1 %, contre 3,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par l'annulation ou le report d'activités de formation, ainsi que par la réduction du nombre de déplacements individuels à des fins de formation pendant la période, principalement en raison des restrictions de santé publique liées à la COVID-19.

Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



5.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion de son *Rapport annuel 2019-2020*.

6.0 RÉSULTATS FINANCIERS

6.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État de compétence fédérale doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toute mention du troisième trimestre renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2020; toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2019. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2020.

6.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 29,7 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 1,7 million de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les produits tirés des services facturés totalisent 93,5 millions de dollars, en hausse de 8,9 millions de dollars, ou environ 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont dues à une majoration de 7,5 % des tarifs de facturation, combinée à une augmentation de la demande de services de la part du client-partenaire.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés des Services de gestion des marchés ont été stationnaires au troisième trimestre et ont augmenté de 2 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation au cumul résulte de la majoration des tarifs (qui représente 7,5 points de pourcentage de l'augmentation), atténuée par la baisse de la demande pour ce service par le client-partenaire (qui a réduit la hausse globale de 5,5 points). La baisse de la demande rend compte de la variabilité des services auxquels fait appel le client-partenaire à mesure que les projets traversent les diverses étapes de leur exécution, depuis la planification et la passation des marchés jusqu'à leur gestion proprement dite.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 6 % au troisième trimestre et de 14 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation du troisième trimestre est attribuable à la majoration de 7,5 % des tarifs, laquelle a été atténuée par la baisse de la demande pour ce service de la part du client-partenaire au cours de la période (qui a réduit de 1,5 point l'augmentation). Pour les trois premiers trimestres, la hausse s'explique par la majoration de 7,5 % des tarifs, accentuée par une demande accrue pour ce service (qui représente 6,5 points de l'augmentation) de la part du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 10 % au troisième trimestre et de 15 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des tarifs, conjuguée à la hausse de la demande pour ces services de la part du client-partenaire (pour respectivement 2,5 points et 7,5 points de l'augmentation).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique à la construction ont augmenté de 20 % au troisième trimestre et de 28 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation des produits résulte pour 7,5 points de la majoration tarifaire, conjuguée à la hausse de la demande pour ces services de la part du client-partenaire (pour respectivement 12,5 points et 20,5 points).

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 22 % tant au troisième trimestre que pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des tarifs, conjuguée à la hausse (pour 14,5 points) de la demande pour ces services de la part du client-partenaire.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en environnement ont augmenté de 10 % au troisième trimestre et de 14 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des tarifs, conjuguée à la hausse (pour respectivement 2,5 points et 6,5 points) de la demande pour ces services de la part du client-partenaire.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Gestion des marchés	12 580 \$	12 535 \$	45	0 %	38 224 \$	37 423 \$	801	2 %
Planification de projets	7 933	7 515	418	6 %	26 443	23 103	3 340	14 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 649	2 410	239	10 %	8 289	7 189	1 100	15 %
Soutien technique en matière de construction	2 479	2 069	410	20 %	7 492	5 841	1 651	28 %
Approvisionnement	2 339	1 917	422	22 %	7 639	6 266	1 373	22 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 765	1 605	160	10 %	5 396	4 749	647	14 %
	29 745 \$	28 051 \$	1 694	6 %	93 483 \$	84 571 \$	8 912	11 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 451 000 \$ pour le troisième trimestre, en baisse de 309 000 \$, ou environ 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, ces produits s'élèvent à 982 000 \$, en baisse de 1,7 million de dollars, par rapport à l'exercice précédent. Ces baisses découlent des restrictions de déplacements imposées dans le contexte de la COVID-19.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements recouverts	451 \$	760 \$	(309)	-41 %	982 \$	2 632 \$	(1 650)	-63 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers que la Société dégage de ses placements et du solde moyen de son compte bancaire ont diminué de 78 000 \$, ou 55 %, au troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du repli des taux d'intérêt. Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont augmenté de 116 000 \$, ou 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout au profit dégagé à la vente de placements réalisée pour rééquilibrer le portefeuille de CDC de manière qu'il réponde mieux à ses besoins de liquidité, lequel profit a été atténué par des taux d'intérêt plus bas que prévu.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	63 \$	141 \$	(78)	-55 %	620 \$	504 \$	116	23 %

PRODUITS LOCATIFS

Par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, les produits locatifs sont comptabilisés à la perception des loyers auprès du client-partenaire. Il n'y a pas eu de produits locatifs pour le troisième trimestre de 2020-2021, étant donné que la colocation avec le client-partenaire n'a pas été reconduite.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits locatifs	- \$	221 \$	(221)	-100 %	74 \$	664 \$	(590)	-89 %

6.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 23,1 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 830 000 \$, ou environ 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, la masse salariale totalise 66,9 millions de dollars, en hausse de 2,7 millions de dollars, ou environ 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a progressé de 3,5 % en glissement annuel, en vue de rendre compte d'une hausse de 1,5 % liée au coût de la vie et d'une majoration de 2,0 % liée au rendement, en moyenne. L'effectif a diminué de 17 équivalents temps plein (ETP), soit environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 16,5 millions de dollars, en hausse de 184 000 \$, ou environ 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du coût des prestations.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	23 148 \$	22 318 \$	830	4 %	66 894 \$	64 233 \$	2 661	4 %
Charges sociales	5 220	5 272	(52)	-1 %	16 478	16 294	184	1 %
	28 368 \$	27 590 \$	778	3 %	83 372 \$	80 527 \$	2 845	4 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	23 %	24 %			25 %	25 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,2 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2020-2021, en baisse de 346 000 \$, ou 14 %, par rapport au troisième trimestre de 2019-2020. Pour l'exercice à ce jour, les charges d'exploitation et frais d'administration ont diminué de 424 000 \$, ou 6 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
(en milliers de dollars)									
Infonuagique	441 \$	95 \$	346	364 %	1 258 \$	387 \$	871	225 %	La hausse tient à l'augmentation des coûts mensuels de gestion de l'infonuagique après la migration des serveurs informatiques à ce système.
Entretien de logiciels	322	307	15	5 %	960	860	100	12 %	La hausse au cumul annuel tient au calendrier des contrats d'entretien ainsi qu'aux besoins accrus en cybersécurité.
Exploitation d'installations louées	266	266	0	0 %	786	735	51	7 %	La hausse au cumul tient à l'augmentation des taxes et des charges opérationnelles.
Honoraires	266	564	(298)	-53 %	1 088	1 817	(729)	-40 %	La baisse est due à la diminution des honoraires qui a suivi l'achèvement de la migration des serveurs informatiques à l'infonuagique.
Location de matériel	231	213	18	8 %	692	453	239	53 %	La hausse est liée au fait que, désormais, CDC loue les appareils informatiques du personnel plutôt que de les acheter et de les inscrire à l'actif.
Téléphonie et télématique	210	215	(5)	-2 %	636	632	4	1 %	La variation est négligeable.
Formation et perfectionnement	158	307	(149)	-49 %	401	792	(391)	-49 %	La baisse tient surtout aux restrictions de déplacements individuels à des fins de formation imposées dans le contexte de la COVID-19.
Services et communications clients	73	48	25	52 %	197	98	99	101 %	La hausse découle du plus grand nombre de projets de communications.
Services, fournitures et matériel de bureau	63	95	(32)	-34 %	287	257	30	12 %	La hausse cumulative tient surtout à l'achat de matériel de protection individuelle contre la COVID-19.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Mobilier et agencements	38	17	21	124 %	343	222	121	55 %	L'augmentation au cumul s'explique par le soutien apporté dans le cadre de la transition vers le télétravail.
Impression et papeterie	26	23	3	13 %	48	57	(9)	-16 %	La variation est négligeable.
Réinstallation de personnel	20	67	(47)	-70 %	44	297	(253)	-85 %	La baisse tient au taux élevé de rétention du personnel ainsi qu'à la diminution des besoins de réinstallation de personnel actuel et nouveau qui en a résulté.
Logiciels	19	17	2	12 %	56	26	30	115 %	La variation est négligeable.
Abonnements et adhésions	14	12	2	17 %	48	42	6	14 %	La variation est négligeable.
Déplacements professionnels	11	153	(142)	-93 %	16	420	(404)	-96 %	La hausse tient aux restrictions de déplacement liées à la COVID-19.
Hébergement	5	77	(72)	-94 %	27	154	(127)	-82 %	La baisse est due au moins grand nombre de réunions tenues en personne à l'interne, en raison de la COVID-19.
Poste et transport de marchandises	5	12	(7)	-58 %	15	26	(11)	-42 %	La variation est négligeable.
Recrutement	3	19	(16)	-84 %	8	41	(33)	-80 %	La variation est négligeable.
Autres	2	5	(3)	-60 %	15	17	(2)	-12 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	0	7	(7)	-100 %	7	23	(16)	-70 %	La variation est négligeable.
	2 173 \$	2 519 \$	(346)	-14 %	6 932 \$	7 356 \$	(424)	-6 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements professionnels ainsi que pour certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le compte du MDN. Ces frais totalisent 451 000 \$ pour le troisième trimestre, en baisse de 309 000 \$, ou environ 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, ces charges s'élèvent à 982 000 \$, en recul de 1,7 million de dollars par rapport à un an plus tôt, par suite des restrictions de déplacement imposées dans le contexte de la COVID-19.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
Frais de déplacement et décaissements	451 \$	760 \$	(309)	-41 %	982 \$	2 632 \$	(1 650)	-63 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 288 000 \$, ou 41 %, pour le troisième trimestre et de 695 000 \$, ou 34 %, pour le cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce repli tient surtout au non-renouvellement d'un contrat de colocation avec le client-partenaire. Les éléments liés aux actifs loués à l'exercice précédent sont ajoutés à l'amortissement des actifs liés au droit d'utilisation.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	339 \$	564 \$	(225)	-40 %	1 136 \$	1 657 \$	(521)	-31 %
Amortissement des immobilisations corporelles	62	114	(52)	-46 %	188	351	(163)	-46 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	11	22	(11)	-50 %	50	61	(11)	-18 %
	412 \$	700 \$	(288)	-41 %	1 374 \$	2 069 \$	(695)	-34 %

6.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le troisième trimestre de la Société s'est soldé par une perte nette et globale de 1,2 million de dollars, comparativement à une perte nette et globale de 2,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un recul de 1,2 million de dollars, ou 51 %. Au cumul de l'exercice, la Société a dégagé un bénéfice net de 2,3 millions de dollars, contre une perte nette de 4,4 millions de dollars un an plus tôt. La hausse du résultat net pour le cumul de l'exercice est surtout due à une augmentation de la productivité, poussée par la hausse de la demande pour les services de CDC, ainsi qu'à la majoration des tarifs et à la réduction des charges découlant des restrictions imposées au titre de la COVID-19.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Résultat net et résultat global	(1 208) \$	(2 457) \$	1 249	-51 %	2 304 \$	(4 372) \$	6 676	*

* La variation est négligeable.

6.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2019-2020*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 42,5 millions de dollars au 31 décembre 2020, en hausse de 17,1 millions de dollars par rapport au 31 mars 2020.

Au 31 décembre 2020, le solde de trésorerie s'élève à 32,1 millions de dollars, en hausse de 16,4 millions de dollars, ou 104 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Au cours de la période de neuf mois qui a suivi le 31 mars 2020, la Société a affecté 18,1 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles, réalisé 0,5 million de dollars de placements et remboursé 1,2 million de dollars d'obligations locatives. La trésorerie a augmenté en raison de l'augmentation des produits, de la diminution des charges et du recouvrement de créances clients qui s'est effectué plus tôt qu'à l'accoutumée auprès des clients-partenaires de la Société.

Au 31 décembre 2020, les placements (courants et non courants) totalisent 10,3 millions de dollars, en hausse de 0,7 million de dollars par rapport à la clôture de 2019-2020. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 31 décembre 2020, les créances clients se chiffrent à 16,4 millions de dollars, en baisse de 7,2 millions de dollars, ou 31 %, par rapport au 31 mars 2020. Cette baisse est liée à une perception anticipée des créances auprès du MDN. CDC s'attend à recouvrer tous les montants.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 23,7 millions de dollars au 31 décembre 2020, en hausse de 3,5 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au 31 mars 2020. La hausse des passifs courants tient surtout à l'augmentation des fournisseurs et dettes diverses.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
(en milliers de dollars)				
Trésorerie	32 146 \$	15 738 \$	16 408	104 %
Placements	10 307 \$	9 602 \$	705	7 %
Trésorerie et placements	42 453 \$	25 340 \$	17 113	68 %
Créances clients	16 432 \$	23 679 \$	(7 247)	-31 %
Passifs courants	23 727 \$	20 182 \$	3 545	18 %

6.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit un passif lié au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour son personnel retraité. Cette estimation est établie tous les deux ans par un actuair. Au 31 décembre 2020, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 32,6 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars, ou 6 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	3 946 \$	3 666 \$	280	8 %
Partie non courante	28 688	27 247	1 441	5 %
Total des avantages du personnel	32 634 \$	30 913 \$	1 721	6 %

6.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations informatiques (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent en vertu de contrats de location-financement sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. CDC a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Au cours de l'exercice, les variations relatives aux actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

	Contrats de location de bureaux	Contrats de colocation	Contrats de location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	–	–	–	–
Moins les amortissements	972	72	92	1 136
Solde au 31 décembre 2020	7 883 \$	– \$	437 \$	8 320 \$

6.8 OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives se rapportent aux actifs liés au droit d'utilisation.

(en milliers de dollars)

Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	–
Moins les paiements	1 189
Plus les charges d'intérêts	195
Solde au 31 décembre 2020	8 629 \$

Suivent les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 31 décembre 2020 :

(en milliers de dollars)

1 an ou moins	1 447 \$
De 1 à 2 ans	1 159
De 2 à 5 ans	2 911
Plus de 5 ans	4 336
Total	9 853 \$

6.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement engagées au troisième trimestre de l'exercice en cours sont présentées ci-dessous. La valeur indiquée pour les actifs liés au droit d'utilisation au troisième trimestre de l'exercice précédent découle de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Variation	
			\$	%			\$	%
Actifs liés au droit d'utilisation	- \$	48 \$	(48)	-100 %	- \$	9 223 \$	(9 223)	-100 %
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel informatique	-	127	(127)	-100 %	-	127	(127)	-100 %
Mobilier et agencements	-	-	-	0 %	12	-	12	100 %
Améliorations locatives	113	38	75	197 %	155	247	(92)	-37 %
	113 \$	213 \$	(100)	-47 %	167 \$	9 597 \$	(9 430)	-98 %

6.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 sont supérieurs aux projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 3 % supérieurs aux projections du Plan. Cette hausse des produits s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 31 % inférieurs aux projections du Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements professionnels.

Les produits financiers ont été plus élevés que ce qui avait été projeté dans le Plan, en raison surtout d'un gain dégagé à la vente de placements réalisée en vue de rééquilibrer le portefeuille de manière qu'il réponde mieux aux besoins de liquidité.

Par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, CDC a comptabilisé des produits locatifs de 74 000 \$ tirés de la sous-location d'un actif lié au droit d'utilisation, montant qui a été recouvré auprès du MDN.

Les salaires et charges sociales sont de 5 % supérieurs aux projections du Plan en raison d'une hausse plus élevée que prévu de la demande de la part du client-partenaire.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 33 % inférieurs aux projections, en raison de l'incidence de la COVID-19. La pandémie a limité les déplacements et la formation et retardé l'engagement de certaines dépenses, comme des services professionnels.

La dotation aux amortissements est de 15 % inférieure aux projections en raison de la baisse des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont de 93 % inférieures aux projections, en raison du calendrier de comptabilisation des actifs liés au droit d'utilisation et des rénovations locatives au siège social.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	93 483 \$	90 755 \$	2 728	3 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	982	1 419	(437)	-31 %
Produits financiers	620	375	245	65 %
Produits locatifs	74	–	74	100 %
	95 159	92 549	2 610	3 %
Charges				
Salaires et charges sociales	83 372	79 072	4 300	5 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	7 127	10 569	(3 442)	-33 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	982	1 419	(437)	-31 %
Dotation aux amortissements	1 374	1 617	(243)	-15 %
	92 855	92 677	178	0 %
Résultat net et global	2 304 \$	(128) \$	2 432	*
Dépenses d'investissement	167 \$	2 553 \$	(2 386)	-93 %

* La variation est négligeable.

6.11 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés dans le cadre du programme du MDN pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 ont augmenté de 23,6 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par la demande plus élevée de la part du client-partenaire.

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019*	Variation	
			\$	%
Région				
Atlantique	103 721 \$	107 852 \$	(4 131)	-4 %
Québec	76 454	125 725	(49 271)	-39 %
Ontario	190 341	181 871	8 470	5 %
Ouest	195 447	145 305	50 142	35 %
Capitale nationale	124 323	105 965	18 358	17 %
	690 286 \$	666 718 \$	23 568	4 %

* Les chiffres de l'exercice précédent ont été modifiés pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Original signé par

Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada
Le 26 février 2021

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Actif			
Trésorerie		32 146 \$	15 738 \$
Placements	7	1 925	-
Créances clients		16 432	23 679
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 343	1 342
Autres créances		2 092	4 552
Actifs courants		53 938	45 311
Placements	7	8 382	9 602
Actifs liés au droit d'utilisation	10	8 320	9 456
Immobilisations corporelles	9	794	815
Immobilisations incorporelles		14	63
Actifs non courants		17 510	19 936
Total de l'actif		71 448 \$	65 247 \$
Passif			
Fournisseurs et dettes diverses		18 071	15 393
Produits différés	8	492	-
Partie courante des obligations locatives	11	1 218	1 123
Partie courante des avantages du personnel	12	3 946	3 666
Passifs courants		23 727	20 182
Obligations locatives	11	7 411	8 500
Avantages du personnel	12	28 688	27 247
Passifs non courants		36 099	35 747
Total du passif		59 826 \$	55 929 \$
Capitaux propres			
Capital-actions autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		11 622	9 318
Total des capitaux propres		11 622	9 318
Total du passif et des capitaux propres		71 448 \$	65 247 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Produits tirés des services facturés	13	29 745 \$	28 051 \$	93 483 \$	84 571 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		451	760	982	2 632
Produits locatifs		–	221	74	664
Produits financiers		63	141	620	504
Total des produits		30 259	29 173	95 159	88 371
Salaires et charges sociales		28 368	27 590	83 372	80 527
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	2 173	2 519	6 932	7 356
Frais de déplacement et décaissements		451	760	982	2 632
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	339	564	1 136	1 657
Amortissement des immobilisations corporelles	9	62	114	188	351
Amortissement des immobilisations incorporelles		11	22	50	61
Charges financières	11	63	61	195	159
Total des charges		31 467	31 630	92 855	92 743
Résultat net de la période et résultat global		(1 208) \$	(2 457) \$	2 304 \$	(4 372) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2020	– \$	12 830 \$	12 830 \$
Résultat de la période		(1 208)	(1 208)
Solde au 31 décembre 2020	– \$	11 622 \$	11 622 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2019	– \$	9 969 \$	9 969 \$
Résultat de la période		(2 457)	(2 457)
Solde au 31 décembre 2019	– \$	7 512 \$	7 512 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2020	– \$	9 318 \$	9 318 \$
Résultat de la période		2 304	2 304
Solde au 31 décembre 2020	– \$	11 622 \$	11 622 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	– \$	11 884 \$	11 884 \$
Résultat de la période		(4 372)	(4 372)
Solde au 31 décembre 2019	– \$	7 512 \$	7 512 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat de la période		(1 208) \$	(2 457) \$	2 304 \$	(4 372) \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charge au titre des avantages du personnel		727	832	2 181	2 494
Avantages du personnel versés		(146)	(132)	(458)	(454)
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	339	564	1 136	1 657
Amortissement des immobilisations corporelles	9	62	114	188	351
Amortissement des immobilisations incorporelles		11	22	50	61
Amortissement des primes d'investissement		4	11	22	54
Profit lié à la vente de matériel		(4)	-	(4)	-
Intérêts payés sur les obligations locatives		63	61	195	159
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		2 542	214	7 247	(2 869)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		104	(1 775)	(1)	(1 730)
Autres créances		1 562	45	2 460	126
Produits différés (charges différées)		492	(448)	492	613
Fournisseurs et dettes diverses		1 114	(472)	2 307	(125)
Produits à recevoir		264	-	-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation					
		5 926	(3 421)	18 119	(4 035)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		-	-	(3 600)	(115)
Rachat de placements		-	4 928	3 600	6 752
Profit à la cession de placements		-	-	(355)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(113)	(165)	(167)	(374)
Acquisition d'actifs liés au droit d'utilisation	10	-	(48)	-	(723)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement					
		(113)	4 715	(522)	5 540
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives		(378)	(588)	(1 189)	(1 690)
Nouvelles obligations locatives		-	48	-	723
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement					
		(378)	(540)	(1 189)	(967)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période		5 435	754	16 408	538
Trésorerie à l'ouverture de la période		26 711	9 850	15 738	10 066
Trésorerie à la clôture de la période		32 146 \$	10 604 \$	32 146 \$	10 604 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2020, ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense*, et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), au Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

En juillet 2015, en application de l'article 89 de la LGFP, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1113) lui enjoignant d'harmoniser, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, l'ensemble de ses politiques, lignes directrices, pratiques et autres instruments en matière de frais de déplacement, d'accueil, de conférences et d'événements avec ceux du Conseil du Trésor, et de rendre compte de la mise en œuvre de la directive dans son Plan d'entreprise subséquent. Au 31 mars 2017, la Société avait achevé l'harmonisation de ses politiques avec celles du Conseil du Trésor. Elle a les actualisées par la suite en fonction des versions révisées des politiques du Conseil du Trésor.

1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale, et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, la Société a réduit au minimum ses effectifs présents sur les lieux de travail. La majorité du personnel a ainsi pu travailler à domicile, tandis que le personnel essentiel a pu continuer de se rendre sur le terrain en toute sécurité et de s'acquitter de ses obligations vis-à-vis des clients-partenaires.

La Société reste en contact étroit avec le MDN et ses autres clients-partenaires afin que les projets essentiels aillent de l'avant, et elle communique régulièrement avec les associations sectorielles en vue de mettre en commun l'information et de solliciter leur collaboration dans ces circonstances exceptionnelles. Sur le terrain, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estimait pas moins, au moment où le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers, que ses réserves de trésorerie, créances clients et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureraient suffisamment de liquidité pour financer ses activités pendant au moins les douze mois suivant la publication des présents états financiers. La Société n'estime pas que les indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a dressé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'y autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et le *Rapport de gestion* du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : RÉSUMÉ DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Ces estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, estimations et hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces modifications ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les modifications se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

NOTE 5 : NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

L'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié des prises de position comptable dont l'entrée en vigueur s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1^{er} avril 2020

NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR

Les modifications ou interprétations ci-après, publiées par l'IASB ou l'IFRIC, sont entrées en vigueur pour l'exercice en cours.

5.1 IAS 1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET IAS 8 MÉTHODES COMPTABLES, CHANGEMENTS D'ESTIMATIONS COMPTABLES ET ERREURS

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications dans IAS 1 et IAS 8 portant sur la définition du terme « significatif ». Ces modifications clarifient la définition du terme, expliquent comment celui-ci devrait être appliqué et précisent les conditions qui accompagnent la définition. Elles en étendent également l'application à l'ensemble des IFRS. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2020 et n'ont pas eu d'incidence sur la Société.

NOTE 6 : PUBLICATION D'IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

La Société examine les prises de position comptable nouvelles ou révisées publiées par l'IASB, mais qui ne sont encore ni en vigueur ni adoptées par anticipation, en vue d'en évaluer l'incidence sur la Société. Les normes, modifications et interprétations ci-après publiées par l'IASB ou l'IFRIC sont ressorties comme susceptibles de se répercuter ultérieurement sur la Société.

6.1 IAS 16 CONTRATS DE LOCATION

IFRS 16 a été révisée en vue d'y intégrer une modification, *Allègements de loyer liés à la COVID-19*, publiée par l'IASB en mai 2020.

Cette modification dispense les preneurs d'avoir à apprécier si certains allègements de loyer liés à la COVID-19 constituent des modifications de contrat de location, et leur permet de les comptabiliser comme si elles n'en étaient pas. La modification prévoit en outre des exigences particulières relativement à l'information à fournir spécifiquement sur les allègements de loyer liés à la COVID-19.

La modification est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020. Une application anticipée est autorisée, y compris dans les états financiers qui ne sont pas encore autorisés pour publication en date du 28 mai 2020. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette modification ait des répercussions sur elle.

6.2 IFRS 9 ET IFRS 16 RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE

Depuis quelques années, les organes de réglementation financière s'emploient à réformer les taux d'intérêt de référence en vue, notamment, de remplacer certains taux interbancaires offerts (TIO) par d'autres taux de référence. Selon IFRS 9, une variation de taux d'intérêt constitue une modification d'un contrat financier qui peut donner lieu à la comptabilisation d'un profit ou d'une perte d'importance à l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global. Une mesure de simplification a toutefois été introduite qui permet à l'entité de rendre compte des variations des taux d'intérêt par la révision du taux d'intérêt effectif et sans avoir à comptabiliser de profit ou de perte à l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global. Il n'est cependant permis de recourir à cette mesure de simplification que si les modifications du contrat financier résultent directement de la réforme des TIO et qu'elles s'inscrivent dans une base économique équivalente.

IFRS 16 prévoit une mesure de simplification lorsque les paiements locatifs sont fondés sur un taux d'intérêt de référence et que ce taux est modifié dans le cadre de la réforme des TIO, à condition que le taux de référence soit modifié selon une base économique équivalente. La mesure de simplification permet à l'entité de rendre compte de la variation du taux d'intérêt en appliquant de façon prospective le paragraphe 42 d'IFRS 16.

Ces modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait des répercussions sur elle.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,68 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à septembre 2025 et celles des CPG, de juin 2021 à juillet 2025, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant sous 12 mois.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	1 925 \$	– \$
Partie non courante	8 382	9 602
Total	10 307 \$	9 602 \$

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
des Provinces	1 832 \$	3 868 \$
de sociétés	-	859
Total des obligations	1 832	4 727
Certificats de placement garanti	8 475	4 875
Total	10 307 \$	9 602 \$

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Juste valeur		
Obligations :		
du Canada	- \$	- \$
de Provinces	1 987	4 191
de sociétés	-	895
Total des obligations	1 987	5 086
Certificats de placement garanti	8 582	4 909
Total	10 569 \$	9 995 \$

NOTE 8 : PRODUITS À RECEVOIR

Il y a produits différés lorsque, à la date de clôture, le montant facturé pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 31 décembre 2020, les produits différés s'élèvent à 492 \$, comparativement à néant au 31 mars 2020. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de certaines périodes de l'exercice financier à l'égard de contrats forfaitaires, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Coût	4 389 \$	4 545 \$
Moins le cumul des amortissements	3 595	3 730
Valeur comptable nette	794 \$	815 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	169 \$	262 \$
Mobilier et agencements	168	221
Améliorations locatives	457	332
Valeur comptable nette	794 \$	815 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2020	1 631 \$	1 006 \$	1 908 \$	4 545 \$
Plus les acquisitions	-	12	155	167
Moins les cessions	296	8	19	323
Solde au 31 décembre 2020	1 335 \$	1 010 \$	2 044 \$	4 389 \$

Les variations du cumul des amortissements sont présentées dans le tableau ci-après :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2020	1 369 \$	785 \$	1 576 \$	3 730 \$
Plus l'amortissement	93	65	30	188
Moins les cessions	296	8	19	323
Solde au 31 décembre 2020	1 166 \$	842 \$	1 587 \$	3 595 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles. Au cours de cette période, il y a eu un produit de 4 \$ lié à la mise hors service du centre de données.

NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations informatiques (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent en vertu de contrats de location-financement sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Pour l'exercice à ce jour, les variations des actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	Contrats de location de bureaux	Contrats de colocation	Contrats de location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	-	-	-	-
Moins les amortissements	972	72	92	1 136
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2020	7 883 \$	- \$	437 \$	8 320 \$

NOTE 11 : OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	1 218 \$	1 123 \$
Partie non courante	7 411	8 500
Total des obligations locatives	8 629 \$	9 623 \$

Coût

Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	-
Moins les paiements	1 189
Plus les charges d'intérêts	195
Solde au 31 décembre 2020	8 629 \$

Suivent les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 31 décembre 2020 :

1 an ou moins	1 447 \$
De 1 à 2 ans	1 159
De 2 à 5 ans	2 911
Plus de 5 ans	4 336
Total	9 853 \$

Les charges liées aux paiements de loyer variables n'entrant pas dans le calcul des obligations locatives sont de 786 \$ et représentent les charges opérationnelles, les impôts fonciers et les frais d'assurance. Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Les sorties de trésorerie nettes au titre de contrats de location totalisent 2 170 \$ pour la période, dont 1 189 \$ de remboursements de capital sur les obligations locatives. Les produits tirés de sous-locations sont de 74 \$ pour la période.

NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui donne lieu à un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	3 946 \$	3 666 \$
Partie non courante	28 688	27 247
Total des avantages du personnel	32 634 \$	30 913 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2019-2020*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

13.1 PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire les produits de ses activités ordinaires de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de services immobiliers. Ces produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société facture ses clients-partenaires mensuellement, conformément aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier et sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, des ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus, s'il y a lieu.

Les ANS sont tarifés soit selon le temps de travail effectué (prix horaires), soit selon un forfait établi (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel s'engage à fournir durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les tarifs convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements reçus avant la prestation des services, ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire de la prestation de ses services aucun produit qui soit lié à la vente de biens ou à la réception de dividendes ou de redevances.

13.2 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements engagés dans la prestation de services dans le cadre des ANS, sans majoration de coût.

13.3 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont constatés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

13.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits des activités ordinaires par région, par secteur d'activité et par type de marché (horaires ou forfaitaires). Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par secteur d'activité et par région.

Trimestre clos le
31 décembre 2020

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2 064 \$	1 284 \$	372 \$	444 \$	179 \$	356 \$	4 699 \$
Québec	2 242	1 210	376	328	309	357	4 822
Capitale nationale	1 108	2 194	1 253	36	125	357	5 073
Ontario	3 044	1 203	534	481	1 124	421	6 807
Ouest	4 082	1 978	114	735	401	274	7 584
Siège social	40	64	–	315	341	–	760
Total des produits, par secteur d'activité	12 580 \$	7 933 \$	2 649 \$	2 339 \$	2 479 \$	1 765 \$	29 745 \$

Période de neuf mois close le
31 décembre 2020

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	5 989 \$	4 301 \$	1 110 \$	1 268 \$	514 \$	928	14 110 \$
Québec	6 692	4 035	1 076	1 076	970	1 038	14 887
Capitale nationale	3 378	6 884	3 826	217	338	973	15 616
Ontario	9 553	4 328	1 839	1 648	3 330	1 429	22 127
Ouest	12 467	6 653	431	2 497	1 318	1 028	24 394
Siège social	145	242	7	933	1 022	–	2 349
Total des produits, par secteur d'activité	38 224 \$	26 443 \$	8 289 \$	7 639 \$	7 492 \$	5 396 \$	93 483 \$

Trimestre clos le 31 décembre 2019

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 231 \$	977 \$	311 \$	277 \$	167 \$	284 \$	4 247 \$
Québec	2 051	1 314	319	325	243	279	4 531
Capitale nationale	1 094	2 006	1 089	105	92	301	4 687
Ontario	3 281	1 269	570	428	898	395	6 841
Ouest	3 835	1 949	119	606	356	346	7 211
Siège social	43	–	2	176	313	–	534
Total des produits, par secteur d'activité	12 535 \$	7 515 \$	2 410 \$	1 917 \$	2 069 \$	1 605 \$	28 051 \$

Période de neuf mois close le 31 décembre 2019

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	6 736 \$	2 968 \$	939 \$	920 \$	472 \$	865 \$	12 900 \$
Québec	6 411	3 764	976	978	740	872	13 741
Capitale nationale	3 058	6 189	3 487	503	276	823	14 336
Ontario	9 753	4 141	1 368	1 406	2 391	1 231	20 290
Ouest	11 360	6 037	417	2 016	1 147	958	21 935
Siège social	105	4	2	443	815	–	1 369
Total des produits, par secteur d'activité	37 423 \$	23 103 \$	7 189 \$	6 266 \$	5 841 \$	4 749 \$	84 571 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires				
Région	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Atlantique	817 \$	1 345 \$	2 254 \$	4 058 \$
Québec	1 669	1 482	4 772	4 171
Capitale nationale	4 542	4 692	13 214	14 245
Ontario	2 230	1 918	6 296	5 702
Ouest	2 256	1 494	6 388	4 742
Siège social	561	423	1 724	1 132
Total des produits horaires	12 075 \$	11 354 \$	34 648 \$	34 050 \$
Produits forfaitaires				
Région	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Atlantique	3 883 \$	2 904 \$	11 854 \$	8 842 \$
Québec	3 153	3 049	10 116	9 570
Capitale nationale	530	–	2 402	91
Ontario	4 576	4 926	15 831	14 589
Ouest	5 329	5 708	18 006	17 193
Siège social	199	110	626	236
Total des produits forfaitaires	17 670 \$	16 697 \$	58 835 \$	50 521 \$
Total des produits	29 745 \$	28 051 \$	93 483 \$	84 571 \$

NOTE 14 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Infonuagique	441 \$	95 \$	1 258 \$	387 \$
Entretien de logiciels	322	307	960	860
Exploitation d'installations louées	266	266	786	735
Honoraires	266	564	1 088	1 817
Location de matériel	231	213	692	453
Téléphonie et télématique	210	215	636	632
Formation et perfectionnement	158	307	401	792
Services et communications clients	73	48	197	98
Services, fournitures et matériel de bureau	63	95	287	257
Mobilier et agencements	38	17	343	222
Impression et papeterie	26	23	48	57
Réinstallation de personnel	20	67	44	297
Logiciels	19	17	56	26
Abonnements et adhésions	14	12	48	42
Déplacements professionnels	11	153	16	420
Hébergement	5	77	27	154
Poste et transport de marchandises	5	12	15	26
Recrutement	3	19	8	41
Autres	2	5	15	17
Matériel informatique	0	7	7	23
Total	2 173 \$	2 519 \$	6 932 \$	7 356 \$

NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune, et conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, à savoir le montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au troisième trimestre de 2020-2021 se chiffrent à 29 745 \$, contre 28 051 \$ au troisième trimestre de 2019-2020; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, ces produits totalisent 93 483 \$, contre 84 571 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a engagé, à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada, des charges de 651 \$ pour l'exercice 2020-2021 à ce jour, contre 48 \$ pour la période correspondante de 2019-2020.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au 31 décembre 2020	Au 31 mars 2020
Créances		
Ministère de la Défense nationale	14 467 \$	21 660 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 726	1 600
Centre de la sécurité des télécommunications	225	368
Services publics et Approvisionnement Canada	-	1
Services partagés Canada	14	50
	16 432 \$	23 679 \$
Dettes		
Services partagés Canada	- \$	2 \$
Ministère de la Justice	-	-
	54 \$	2 \$

15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du Conseil d'administration) détenant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2020	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2020	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
Avantages à court terme	1 088 \$	1 361 \$	3 146 \$	3 122 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	139	63	421	347
Total	1 227 \$	1 424 \$	3 567 \$	3 469 \$

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

16.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2020, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 15 819 \$, réclamations liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de clients-partenaires. À titre de comparaison, 10 réclamations étaient en cours au 31 mars 2020, pour une valeur de 10 319 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. De plus, au 31 décembre 2020, une autre réclamation était en cours, non liée au MDN, relativement à un grief pouvant entraîner d'importants dommages-intérêts. En raison des incertitudes entourant cette demande d'indemnisation et du fait qu'elle n'en est encore qu'au stade de l'évaluation préliminaire, il n'est pas possible pour le moment de déterminer la valeur, l'échéance et la portée du règlement, s'il y en a un. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à cette réclamation au 31 décembre 2020.